

*Loi anti-inflation*

[Français]

Et, monsieur le président, ceci m'amène à la même conclusion qu'il y a quelques années. Un comité d'enquête sénatoriales américain, présidé par l'honorable juge en chef de la Cour suprême des États-Unis, M. le juge Brandies, déclarait deux ans plus tard, à la suite de ce comité d'investigations des trusts, des monopoles des États-Unis, en résumant son enquête, ce qui suit:

Il n'y a qu'un monopole: le monopole de la création du crédit.

Et, il avait raison. Et j'ai en main, monsieur le président, une autre revue américaine *The Business Week*, 16 mars 1974. On a toutes les banques américaines, deux ans avant l'augmentation des prix de pétrole et d'essence dans le monde entier. Les banques américaines sont démenagées en Arabie Saoudite dans le Moyen-Orient. Elles ont pris le contrôle des banques, et j'en trouve la preuve à la page 40 du *Business Week* du 16 mars 1974, où on assiste à la hausse du prix du pétrole et de l'huile dans le monde entier. Ce sont les banques américaines qui sont allées s'installer au Moyen-Orient, qui ont créé de nouvelles banques, ou ont pris le contrôle des banques du Moyen-Orient. Or, deux ans plus tard, on a augmenté le prix de l'essence et de l'huile dans le monde entier. Des milliards se sont acheminés vers le Moyen-Orient, sont entrés dans les banques américaines, et sont revenus aux États-Unis ou ailleurs dans le monde sous forme d'investissements qu'on appelle les «investissements arabes».

Or, monsieur le président, on a une législation, supposée anti-inflationniste, et l'on connaît l'infrastructure économique des monopoles, et celle des banques qui contrôlent les monopoles internationaux. Cette législation va automatiquement conduire le Canada vers un état de dictature totalitaire, et le gouvernement ne pourra rien contrôler dans les monopoles, les multinationales internationales. Pourquoi? Parce que notre législation ne peut pas s'appliquer à des monopoles qui n'ont pas leur maison-mère ici, au Canada.

Or, monsieur le président, cette solution préconisée par le très honorable premier ministre, je ne pourrai pas l'appuyer parce que je sais qu'elle conduira le pays vers des chiffres qui paraissent actuellement stupides. Lorsqu'on dit, par exemple, qu'un ouvrier devra gagner, s'il veut respecter la norme inflationniste de 10 p. 100 par année de 1974 à l'an 2000, un salaire moyen d'environ \$200,000 vers l'an 2000 pour faire face aux folies de la structure économique actuelle, qui continue sa tendance vers la hausse. Les économistes, ceux qui appuient le gouvernement, n'ont pas de solution de rechange, sauf celle de continuer avec ce système qui marche à l'envers et qui ruine la nation, qui ruine l'épargne et ruinera l'entreprise privée, ruinera les initiatives personnelles et créera une commission qui sera plus puissante que le gouvernement, afin de pouvoir s'ingérer, s'immiscer dans le domaine des individus, dans le domaine des compagnies, alors que le gouvernement aurait dû prendre ses responsabilités. Il est le seul qui a les pouvoirs économiques et financiers pour pouvoir faire faire marche arrière à l'inflation. Le gouvernement aurait dû annoncer une politique économique qui permettrait de baisser les prix au moins de 10 p. 100 par année, et non de les augmenter de 10 p. 100.

Si le gouvernement avait présenté des mesures fiscales et monétaires qui auraient permis que d'ici cinq ans l'économie du Canada aurait régressé, dans ce sens que les prix auraient pu diminuer de 10 p. 100 par année, ceci aurait été à l'avantage des consommateurs et des producteurs.

Mais non, le gouvernement s'installe plutôt au-dessus des producteurs, et cela ne protégera pas du tout les

consommateurs qui devront encore souffrir d'une façon ou d'une autre de ce supposé gel des prix. Le gouvernement va peut-être geler les salaires, mais quant au gel des prix, il ne pourra pas le faire car, actuellement, au Canada, nous sommes dans une économie monopolistique. Nous sommes au Canada dans une économie où les monopoles mènent. Il suffit de se référer aux livres qui existent ici en abondance à la bibliothèque du Parlement, et qui nous fournissent les informations concernant les structures des monopoles qui existent au Canada. Ainsi, on pourra comprendre l'enchaînement qui existe entre eux. Voilà la raison pour laquelle la politique de contrôle des prix et des salaires est tout à fait une politique néfaste, une politique négative. Ce n'est pas une politique progressive, ce n'est pas une politique pour encourager le cultivateur, l'individu ou l'ouvrier à produire davantage, parce qu'avec 10 p. 100 par année nous ferons en sorte que les chiffres que j'ai cités tantôt, un salaire de \$8,000 en 1974 correspond à un salaire de \$164,000 en l'an 2000.

Cela veut dire qu'on ne prend pas au sérieux peut-être les chiffres que je viens de donner. Il suffit de faire le calcul. Avec une machine à additionner, on peut établir une progression de 10 p. 100 annuellement, et on verra le chiffre qu'on peut atteindre. Cela permettra peut-être de réaliser que les épargnes, les biens, le travail qu'on accomplit actuellement, tout comme ceux des autres producteurs et consommateurs du Canada, s'en vont automatiquement à la ruine, parce que le gouvernement actuel n'a pas adopté la politique qu'il fallait afin de freiner l'inflation.

Le gouvernement a encore une fois écouté les économistes qui ont créé l'inflation au Canada. Monsieur le président, je regrette d'avoir à annoncer que lorsque nous aurons à voter à la Chambre sur ce projet de loi, je voterai à deux mains, et si je pouvais voter plus d'une fois contre ce bill, je le ferais.

[Traduction]

**M. F. Oberle (Prince George-Peace River):** Monsieur l'Orateur, un ancien premier ministre libéral a déjà déclaré qu'en politique il fallait agir comme à la barre d'un voilier—c'est-à-dire ne pas se diriger droit vers sa destination mais tenir compte des vents dominants. Je suppose que le premier ministre actuel (M. Trudeau) a tenu compte des vents dominants quand il a proposé à ses collègues du cabinet et au peuple Canadien un programme de contrôle des prix et des revenus pour venir à bout de nos difficultés économiques.

J'avoue ne pas partager l'enthousiasme que mes collègues ont exprimé—surtout mes collègues d'en face—à propos de ce programme. En réalité, j'aurais espéré qu'il n'eût jamais été nécessaire d'imposer de telles mesures au peuple Canadien; j'aurais espéré que quelqu'un serait éventuellement parvenu à diriger notre économie à la façon d'un homme d'État, capable de concevoir des politiques fiscales et monétaires qui auraient rendu inutile le genre de mesure que nous étudions. Je m'inquiète également des agissements du ministre des Finances (M. Macdonald) qui a d'abord présenté un Livre blanc exposant les directives et ensuite le bill que nous étudions présentement. Cela n'est pas nouveau. Il n'y a pas lieu de nous surprendre, nous qui sommes habitués à ce genre de procédure de la part d'un ministre qui nous a refilé un programme énergétique il y a une couple de mois, en utilisant des trucs politiques mesquins pour discréditer l'opposition qui éprouvait de grandes réserves à propos de quelques-unes des propositions qu'il nous avait soumises.